



# Chapitre 10

## Quand les femmes se mobilisent pour remodeler la démocratie

Le militantisme des femmes dans la société civile est la principale force œuvrant en faveur d'un changement législatif favorable aux femmes et vient appuyer les efforts des féministes qui exercent des fonctions officielles. Un mouvement féminin fort et autonome peut considérablement accroître l'influence d'un caucus de femmes, en lui servant de base extérieure et en lui apportant soutien et légitimité pour contrebalancer la résistance qui peut exister au sein d'un gouvernement contre l'adoption et la mise en œuvre de politiques en faveur des femmes.<sup>1</sup> Les responsables politiques qui ont la volonté de promouvoir l'égalité hommes-femmes doivent suivre les mouvements féminins de leur pays. Leur tâche serait beaucoup plus facile si les mouvements féminins étaient unis autour d'un même programme ou si les partis politiques étaient plus motivés pour répondre aux besoins des femmes. Au lieu de cela, le souci de l'égalité est en concurrence avec de nombreuses autres priorités féminines dans le monde et risque d'être étouffé par l'obligation de conformité à des codes nationaux ou culturels fondés sur une conception pour le moins inéquitable des relations hommes-femmes.

Les femmes n'ont pas la réputation d'être très efficaces en politique à cause du peu de temps et d'argent dont elles disposent pour devenir socialement et politiquement influentes et parce que leurs intérêts divergent en raison de clivages sociaux divers et variés.<sup>2</sup> Pourtant, elles sont presque partout mobilisées au sein des associations de la société civile et des mouvements sociaux. Grâce à la mondialisation des communications, les

femmes ont à leur disposition de nouveaux moyens d'obliger les principaux acteurs—gouvernements, entreprises et organisations internationales—à leur rendre des comptes. Les sommets mondiaux et les conférences internationales sur des sujets aussi divers que le commerce, la santé ou les droits de l'homme leur ont fourni l'occasion de nouer des liens d'un pays à l'autre et d'une région à l'autre, et ont conféré une légitimité à leurs propres mouvements nationaux et internationaux en tant que participants de poids dans les grands débats internationaux.

Avant d'examiner le rôle des mouvements féminins dans la vie politique, il est nécessaire de bien comprendre la nature de ces associations. Pour faciliter les choses, on pourrait adopter comme définition générale qu'elles incarnent une action collective au service d'objectifs sociaux et politiques.<sup>3</sup> Cette action peut être menée dans un cadre associatif précis ou, plus simplement, à travers une coalition diffuse d'organisations et de groupes informels de même tendance qui participent à des manifestations. Cette définition ne signifie pas que les mouvements féminins ont pour objectif principal de rééquilibrer les rapports de force entre les hommes et les femmes, ni qu'ils se définissent comme féministes; il suffit qu'ils soient dirigés par des femmes et qu'ils mobilisent des femmes. La prédominance féminine indique que ces mouvements revendiquent une identité spécifique: les femmes se sont mobilisées expressément en tant que femmes et parce qu'elles sont des femmes, affirmant ainsi une identité spécifiquement féminine, distincte d'autres identités possibles.<sup>4</sup>

## MOUVEMENTS FÉMININS ET POLITIQUE FÉMINISTE

Les mouvements féminins ne sont pas nécessairement féministes. Le féminisme se caractérise par son rejet du patriarcat et cherche à éliminer toute subordination et toute discrimination découlant de la domination masculine.<sup>5</sup> Au sein des mouvements féminins, les groupes féministes voudront donc contester les rôles conventionnels des hommes et des femmes, qui ont peut-être été à l'origine de leur volonté de s'organiser.<sup>6</sup> Ces deux types de mouvement ne devraient pas être confondus; on ne saurait supposer que toute action collective menée par des femmes est forcément vouée à la défense des droits des femmes et à la recherche de l'équité entre les sexes. En réalité, certaines organisations féminines de droite ou celles qui professent un conservatisme religieux visent exactement le contraire.

La mobilisation et la solidarité féminines se manifestent aussi en dehors des organisations féminines proprement dites. Syndicats, partis politiques, organisations de masse parrainées par l'État et organisations de la société civile constituées autour d'un autre projet peuvent se faire les champions d'une cause défendue par leurs membres de sexe féminin. Ces autres formes de mobilisation féminine constituent une part importante, voire la plus grande part, de la solidarité féminine dans le monde.<sup>7</sup> Lorsque la mobilisation des femmes n'est ni autonome ni indépendante, elle peut prendre la forme d'une "association" avec d'autres mouvements sociaux. C'est ainsi que se forment, dans de nombreuses régions du monde, des alliances stratégiques entre des groupes féminins et d'autres organisations de la société civile, parfois plus puissantes, qui ont pour principal centre d'intérêt des thèmes tels que l'environnement, la paix, la libéralisation des échanges, la mondialisation et les droits de l'homme.<sup>8</sup>

La mobilisation féminine peut aussi être une "mobilisation dirigée", c'est-à-dire sous le contrôle d'une autorité institutionnelle, généralement un gouvernement ou un parti politique. La mobilisation des femmes, lorsqu'elle est ainsi orientée au nom d'intérêts collectifs, nationaux ou religieux, peut non seulement exclure l'émancipation des femmes en tant qu'objectif central, mais aussi viser l'abrogation de droits acquis par les femmes.

C'est le cas de certains mouvements féminins de type confessionnel.<sup>9</sup> La participation des femmes à cette forme d'action collective est très recherchée par les leaders conservateurs désireux de démontrer la légitimité populaire de projets qui tendent à renforcer la conception patriarcale des droits de la femme. Un exemple frappant en est la participation des femmes à la révolution islamique en Iran en 1979.

## L'ENGAGEMENT DES FEMMES EN FAVEUR DE LA DÉMOCRATISATION

Ce qu'on a appelé la "troisième vague" de démocratisation<sup>10</sup> a trouvé son apogée en 1989-90 avec l'effondrement du socialisme d'État dans les pays de l'ancien bloc de l'Est et le passage de ces pays à l'économie de marché. Dans les États autoritaires qui subsistent, le mouvement vers la démocratie s'est poursuivi au cours de ces 15 dernières années, et de nouvelles démocraties ont été instaurées à l'issue de conflits, comme on l'a vu dans les Balkans et en Afrique. On assiste dans un certain nombre de pays à un vaste processus de consolidation de la démocratie à la faveur duquel l'appareil juridique de ces pays est modifié pour permettre la reconnaissance de nouveaux droits constitutionnels, et la tolérance de leur appareil politique est mise à l'épreuve. C'est en Amérique latine, où les luttes révolutionnaires et la libéralisation politique ont abouti plus rapidement qu'ailleurs, que les femmes ont le plus progressé vers l'obtention de changements constitutionnels et législatifs qui reconnaissent leur égalité avec les hommes et qui soient ensuite confirmés sur le plan politique.

Les femmes ont joué un rôle central dans de nombreuses luttes pour la démocratie; ce rôle a été considéré comme déterminant pour le succès de ces luttes, surtout lorsque les canaux par lesquels s'exprime habituellement l'opposition politique étaient fermés. Lorsque les partis politiques et les syndicats étaient interdits, comme au Chili sous le Président Augusto Pinochet, ou lorsque la direction masculine des mouvements de libération nationale était en exil ou en prison, comme en Afrique du

Sud, la mobilisation de simples citoyennes a permis à l'opposition de survivre. Cette contribution à la démocratisation n'a pas toujours servi de tremplin aux femmes pour s'engager ensuite dans la politique. Au Chili, par exemple, lors des manifestations qui ont eu lieu dans les bidonvilles à la fin des années 1980, des organisations et une direction décentralisées protégeaient les militantes, mais elles n'ont pas donné naissance à des femmes politiques capables d'accéder aux hautes responsabilités dans les nouveaux partis démocratiques.

On distingue divers modes d'implication des femmes dans le processus de démocratisation, dont certains sont les mêmes un peu partout dans le monde, tandis que d'autres sont propres à une région. Dans certaines situations où le mécontentement social a perduré et un mouvement de résistance s'est formé, les femmes se sont non seulement mobilisées pendant la phase de rébellion mais encore leurs représentantes ont pu participer aux négociations qui ont précédé l'adoption d'une nouvelle constitution. En Afrique du Sud, la contribution de la Coalition nationale des femmes au processus de rédaction de la constitution, au milieu des années 1990, est le meilleur exemple d'un mouvement féminin qui a su mettre à profit le rôle qu'il avait joué auparavant pour défendre ses intérêts dans le nouveau contexte. Le même phénomène s'est produit en Namibie, en Éthiopie, en Érythrée, au Timor oriental, aux Philippines et au Mozambique.

### Europe orientale: le choc en retour

Là où des États autoritaires comme ceux de l'ex-URSS et d'Europe orientale avaient fondé en partie leur légitimité sur leur volonté d'intégrer les femmes dans le monde du travail et dans la vie publique, la démocratisation qui a suivi a provoqué un choc en retour contre la participation des femmes à la vie politique. En Europe orientale, le rôle que les régimes communistes répressifs assignaient auparavant aux femmes dans les affaires publiques incitait celles-ci à minimiser leurs intérêts féministes; elles mettaient de préférence en avant leur rôle de protectrices de l'intimité et de la cohésion familiale dans la sphère privée.

Dans les années 1980, des mouvements dissidents, dont l'idéologie a été qualifiée d'"antipolitique", protestèrent contre une ingénierie sociale envahissante.<sup>11</sup> Aucune femme ne faisait partie de la direction de ces mouvements; seulement 20 pour cent des signataires de la Charte des 77 étaient des femmes, et bien que la moitié des membres du mouvement polonais Solidarnosc fussent des femmes, seules quelques-unes occupaient des positions à responsabilité.<sup>12</sup>

Après l'effondrement du socialisme d'État et le passage à la démocratie, le nombre de femmes assumant des responsabilités officielles a chuté et leur participation aux activités de la société civile a stagné. Aujourd'hui, les groupes féministes sont décrits comme étant très faibles dans de nombreux pays d'Europe orientale,<sup>13</sup> et même lorsqu'il en existe plusieurs, comme en Pologne, ils sont présentés comme une curiosité plutôt que comme une véritable force politique.<sup>14</sup> Certaines organisations féminines s'alignent sur les idéologies conservatrices, idéalisant la vision de la femme dans son rôle de mère et dans ses fonctions ménagères, et s'opposant vigoureusement à l'avortement et aux droits en matière de procréation. En Hongrie, le Parti démocrate chrétien, qui est le parti favori des femmes et qui compte la plus forte proportion de femmes parmi ses membres, vante la supériorité morale des femmes et leurs responsabilités dans un ménage catholique traditionnel.

### Afrique du Nord et Moyen-Orient: paradoxes

Dans certains États d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, la démocratisation a engendré des paradoxes similaires. Lorsque des régimes militaires, monopartites ou monarchiques ont supprimé les associations islamiques—comme en Algérie, en Égypte, en Jordanie et au Maroc—ils ont souvent substitué à la démocratie des programmes de développement social comme source de leur légitimité et pris des mesures pour améliorer la condition féminine.<sup>15</sup> La promotion des droits des femmes a ainsi été associée à des gouvernements impopulaires. Les processus rapides de libéralisation politique, du sommet vers la base, ont été incomplets, et la plupart des responsables des anciens

régimes ont conservé leur place. La mauvaise foi évidente qui se manifestait à travers des restrictions incompatibles avec une vraie compétition politique, a discrédité le processus de réforme politique.

Dans nombre de ces pays, les seuls mouvements capables de constituer une opposition cohérente et crédible au régime sont sans doute les groupes islamiques, qui fondent leur critique sur leur antipathie à l'égard de la démocratie occidentale et de la société de consommation. Les mouvements féminins se trouvent devant un profond dilemme. Dans les conflits en cours en Israël/Palestine et en Irak, la légitimité des gouvernements laïques s'est érodée, ce qui a renforcé la crédibilité de la critique islamique aux yeux des femmes. Les mouvements féminins ne disposant pas des ressources sociales et politiques nécessaires pour rivaliser avec les puissants groupes islamistes, ils préfèrent conclure des alliances stratégiques avec eux. Pour beaucoup, cela signifie œuvrer au sein du camp islamiste en cherchant à réviser les interprétations religieuses du rôle des femmes de manière à élargir leur espace d'expression politique.<sup>16</sup>

## **Afrique subsaharienne: la démocratisation imposée**

Dans plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne, le processus de libéralisation politique déclenché dans le cadre de l'ajustement structurel comme condition pour l'obtention de prêts a été mis en œuvre sans grand enthousiasme; les femmes y ont peu participé. Les partis au pouvoir habitués à régner sans partage, comme au Mali, en Côte d'Ivoire, en Guinée, en Zambie, en Tanzanie, au Burundi et au Malawi, ont essayé de contrôler le processus démocratique et de contenir l'émergence d'une véritable opposition. La politique traditionnelle dite du "grand homme" a eu tendance à limiter l'engagement politique des femmes à des activités marginales et entièrement favorables au leader national; lorsque le processus politique s'est ouvert dans les années 1990, les mouvements féminins étaient dans une position trop faible pour y participer.

En 1995, par exemple, le parti au pouvoir en Tanzanie a annoncé le retour au multipartisme politique et appelé la nation

à se rendre aux urnes pour la première fois en 30 ans. Il n'était pas question de dresser un bilan du passé ni de renégocier les règles du régime démocratique. Au Malawi, la société civile n'a eu que quelques mois pour modifier la constitution au début de 1994; en Zambie, la crise sociale et les troubles civils du milieu des années 1990 ont provoqué l'organisation à la hâte d'élections multipartites en 1996, sans qu'il fût possible de procéder à un changement constitutionnel ni institutionnel. En Ouganda, en revanche, juste après la guerre civile, une longue phase de transition a permis aux femmes d'apporter une contribution substantielle au débat constitutionnel, même si ce débat a été mené selon les règles du monopartisme, inscrites dans la constitution.

Comme en Afrique du Nord, la lenteur du processus de consolidation de la démocratie dans la plupart des États de l'Afrique subsaharienne se traduit par l'absence de tout changement significatif dans la composition ou la direction des gouvernements, avec quelques exceptions encourageantes au Ghana, au Bénin, au Sénégal et au Kenya. Dans certains pays, les partis d'opposition sont restés faibles et le pouvoir exécutif surpuissant. Cela pose un problème sérieux aux mouvements féminins dans la mesure où ils comptent sur le soutien de l'État pour élaborer des politiques respectueuses des besoins spécifiques des femmes. Un cycle familial est en train de réapparaître: le pouvoir exécutif se légitime lui-même en appuyant le mouvement féminin, discréditant du même coup la cause de l'égalité hommes-femmes. Cependant, dans d'autres pays comme l'Angola, le Burundi, le Congo, la Somalie, le Soudan et le Libéria, la démocratisation demeure une perspective éloignée; en effet, ce sont des pays où la société civile essaie soit de contenir la terreur et la guerre, soit de s'en remettre. Le Zimbabwe est un exemple de pays où le processus démocratique a perdu pied face à la répression violente de l'État. Pendant la période électorale de 2000, la mobilisation politique des femmes dans l'ensemble du paysage politique a été tenue en échec par de multiples manœuvres d'intimidation.

## L'initiative des femmes en faveur du changement constitutionnel

Le changement constitutionnel constituait l'objectif central de la récente participation des femmes au processus de démocratisation. Dans les années 1990, les organisations féminines du monde entier ont dénoncé la limitation des droits civils et politiques fondamentaux, qui exclue du contrôle démocratique la sphère "privée" du mariage et de la vie familiale. La révision de la constitution a permis aux femmes politiques de mettre en exergue des lacunes importantes dans les droits fondamentaux des citoyennes et de porter devant la juridiction des affaires familiales la question du sexisme dont est imprégné le droit coutumier ou religieux. Ces femmes politiques ont également mis en place des dispositions visant à permettre aux femmes d'accéder plus facilement à des fonctions officielles, notamment en fixant des quotas ou en réservant aux femmes des postes dans les administrations nationales et infranationales.<sup>17</sup>

La nécessité d'adopter une position forte sur la question des droits des femmes lors du processus de révision de la constitution a poussé les mouvements féminins à s'allier, ne serait-ce que temporairement. En Ouganda, la participation des femmes à l'Assemblée constituante a préparé la voie à la formation d'un groupe parlementaire efficace, aussi bien dans cette assemblée que dans la première Assemblée nationale, où de nombreuses femmes ont été élues. Cette participation a permis aux femmes politiques d'affûter leurs aptitudes stratégiques, et aux groupes de femmes qui les ont soutenues et ont sollicité leur appui, de mieux comprendre et de mieux pratiquer le jeu politique. Ainsi s'est ouvert un nouveau front dans la lutte menée pour obliger les dirigeants à rendre compte de leur action à propos de l'égalité hommes-femmes; en exigeant de participer à l'élaboration des règles régissant l'appartenance à la communauté nationale ainsi que l'accès au pouvoir et l'exercice du pouvoir, les femmes montrent qu'elles ne veulent pas être liées par des systèmes politiques dans lesquels elles n'ont ni voix ni représentation.

## Mobilisation pour les élections: la lutte pour la parité

Dans de nombreux pays, le mouvement féminin s'est démobilisé au cours de la phase qui a suivi la transition. En Amérique latine et en Afrique du Sud, en particulier, des militantes féministes connues pour leur action en faveur de la démocratie ont été intégrées à un gouvernement. Dans bien des cas, l'unité qui s'était créée autour de l'opposition à l'autoritarisme s'est dissoute et les anciennes divergences ont ressurgi. Cependant, aussi profondément discordantes que soient les positions des femmes sur de nombreuses questions, il y a toujours eu un point de convergence: l'exigence de parité entre les sexes dans la fonction publique. Depuis la fin des années 1990, les campagnes menées par la société civile en faveur d'une représentation paritaire ont pris de l'ampleur, notamment grâce à la campagne internationale "50/50", lancée par l'Organisation des femmes pour l'environnement et le développement. Les femmes de toutes tendances politiques peuvent s'entendre pour protester contre l'ostracisme dont elles sont victimes dans le monde politique et le peu de cas que les partis font de leurs préoccupations.

Une forte présence féminine dans la sphère du pouvoir agit comme un catalyseur sur la participation des femmes à la vie politique. En Ouganda, par exemple, l'augmentation du nombre de femmes engagées dans la vie politique a incité les Ougandaises à s'organiser de façon autonome;<sup>18</sup> le désir de jouer un rôle sur la scène politique est désormais partagé par des groupes de femmes très différents les uns des autres. En Namibie, un mouvement féminin multiethnique et jusque-là divisé s'est mobilisé autour du même objectif: faire élire des femmes. Lancé en 1999, le *Namibian Women's Manifesto Network*, coalition regroupant plusieurs organisations autour d'un programme électoral pour les femmes, avait pour principal objectif d'obtenir un quota de 50 pour cent de femmes sur les listes des candidats des différentes formations politiques; ces listes devaient être "zébrées", c'est-à-dire présenter en alternance les candidats masculins et féminins. La campagne en faveur du 50/50 a mobilisé tout le pays, ce qui ne s'était encore jamais vu en Namibie, à tel point que la politique est devenue l'axe central d'un nouveau consensus

féministe en Afrique et que l'action menée en faveur de la représentation politique des femmes dans les années 1990 est en train de façonner le mouvement naissant des femmes africaines.<sup>19</sup>

L'Amérique latine a connu une évolution similaire. Depuis les années 1990, l'objectif consistant à accroître la représentation des femmes dans les organes politiques officiels est fédérateur pour les organisations féminines de la région. De nombreux pays ont adopté des lois obligeant les partis à faire figurer un certain quota de femmes sur leurs listes. Néanmoins, comme beaucoup de partis tentent de contourner cette obligation, les organisations féminines de toutes tendances veillent ensemble au respect de ces lois: les femmes des partis conservateurs comme celles des partis de gauche souhaitent tout autant obtenir des sièges politiques.

Toutefois, les mesures d'action positive ne font pas toujours l'unanimité parmi les femmes. En Inde, un amendement constitutionnel visant à réserver aux femmes 33 pour cent des sièges au Parlement est au point mort depuis 1996. Bien que cet amendement soit soutenu par de nombreuses associations féminines, les femmes n'ont pas réussi, dans l'actuel climat politique, à s'unir autour de cette question. Il faut en chercher les raisons au cœur même du paysage politique indien. La récente expansion de la démocratie en Inde a vu naître, au niveau des États, une multitude de petits partis fondés sur l'appartenance à des ethnies et à des castes, dont le rôle dans la formation de coalitions au centre est souvent déterminant.<sup>20</sup> L'essor de ces partis est le résultat de plusieurs décennies d'une action positive en faveur des tribus et castes socialement défavorisées, qui a consisté à leur réserver des places dans les écoles et les universités ainsi que des emplois dans le secteur public. Certains de ces partis sont opposés à l'amendement qui fixerait un quota de 33 pour cent pour les femmes, en lequel ils voient un moyen de réaffirmer la domination, fortement érodée, des castes supérieures dans les institutions politiques nationales. Le projet de loi ne prévoit pas de "quotas dans les quotas" garantissant que les femmes admises au Parlement ne soient pas les femmes instruites, fortunées et de caste supérieure qui ont le plus de chances d'avoir les relations et les ressources nécessaires pour briguer un mandat.<sup>21</sup>

## LES FEMMES ET LES MOUVEMENTS CONFESSIONNELS ET ETHNIQUES

Dans de nombreux pays, la libéralisation politique a favorisé l'expansion de mouvements féminins laïcs, mais dans d'autres la démocratisation a fait long feu ou s'est enlisée dans une crise économique ou politique. Lorsqu'un État, dans sa version moderne et laïque, ne réussit pas à garantir la sécurité physique des personnes ou à améliorer les services, son image se dégrade. Dans certains pays, le discrédit dans lequel est tombée la modernité en tant que remède aux maux sociaux a provoqué l'essor de mouvements conservateurs ethniques et religieux, souvent en dépit de la répression officielle. Or ces groupes accordent une importance capitale à la question des relations hommes-femmes, surtout lorsque "la libération de la femme" est associée à une modernisation manquée ou répressive.

Dans un nombre croissant de pays, ces groupes sont devenus des acteurs politiques de poids, en particulier là où ils réussissent à mobiliser des populations socialement marginalisées. Les groupes islamiques de pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient comme la Tunisie, le Maroc, l'Égypte et la Jordanie, de l'Asie du Sud et du Sud-Est comme le Bangladesh, la Malaisie et l'Indonésie, et d'Afrique de l'Ouest comme le Sénégal et le Nigeria, ne remportent peut-être pas beaucoup de sièges au Parlement mais ils exercent une énorme influence dans les coulisses de la politique où ils font et défont les coalitions au pouvoir. Dans d'autres pays comme les Philippines ou l'Algérie, les groupes islamiques sont encore interdits mais leur capacité de perturbation ne cesse de croître. Les groupements chrétiens, aussi bien conservateurs que progressistes, gagnent également du terrain à travers le monde, par exemple en tant qu'animateurs d'activités d'entraide sociale en Amérique latine et en Afrique. L'église institutionnelle conserve son influence dans les hautes sphères de la politique de nombreux pays d'Amérique latine et d'Afrique ainsi qu'aux Philippines. En Inde, les mouvements culturels et religieux hindous, qui ont polarisé l'électorat sur la querelle hindous-musulmans, ont contribué au succès électoral des partis auxquels ils étaient associés.

Rien ne permet de penser que les femmes sont plus attirées que les hommes par le conservatisme religieux ou l'extrémisme culturel, mais tout porte à croire que, partout dans le monde, les organisations appartenant à ces deux tendances gagnent en puissance. Les femmes en constituent une composante non spécifiée mais visible, en tant qu'adeptes et en tant que leaders. La conduite des femmes, leur mobilité, leur tenue vestimentaire et leur rôle dans la famille tiennent souvent une place centrale dans le renouveau culturel ou la société pieuse auxquels aspirent ces groupes; le comportement des femmes est considéré comme un révélateur d'authenticité et d'intégrité morale. Une fois constituées en partis politiques, les organisations religieuses conservatrices n'ont pas permis aux femmes d'accéder au pouvoir institutionnel, que ce soit au sein du parti ou dans la fonction publique. Mais en tant que mouvements sociaux, elles les ont encouragées à s'engager dans la vie publique, voire dans un militantisme en rupture avec leur rôle traditionnel, comportant par exemple l'incitation à la violence; tel fut le cas des militantes nationalistes hindoues qui ont soutenu l'organisation de pogromes anti-musulmans en 2002 au Gujarat. Parallèlement, ces femmes élaborent des programmes culturels et sociaux qui visent à restreindre les droits des femmes. Cette capacité des groupes ethniques ou religieux à mobiliser les femmes tout en entravant leur émancipation est une cause de grande préoccupation pour les féministes. Ainsi, l'essor de l'islam politique a conduit de nombreuses féministes de sociétés musulmanes à remettre en question l'utilité d'une démarche laïque qui risque d'aliéner les femmes, probablement majoritaires, qui accordent une place centrale à la religion.

## Les femmes et la mobilisation antilibérale

Il y a de nombreuses explications à l'attrait qu'exercent sur les femmes les mouvements religieux conservateurs ou extrémistes. Cela peut être parce qu'ils offrent un espace de dialogue socialement acceptable où les femmes peuvent exprimer leurs préoccupations. Cela peut être aussi parce qu'ils proposent des services dont les femmes ont besoin et même satisfont les

revendications féminines d'une manière plus crédible et plus concrète que des dispositions constitutionnelles progressistes mais qui ne sont pas appliquées. Ainsi, les espaces offerts par ces mouvements ont en apparence de nombreux atouts: ils jouissent de l'approbation sociale, ne présentent aucun risque de promiscuité sexuelle, imposent des règles rassurantes et peuvent intervenir sur le plan politique; et de surcroît, ils suscitent moins de résistance de la part des époux que le militantisme féministe.

Dans les sociétés conservatrices, les femmes peuvent, par le biais de mouvements religieux, assumer certaines responsabilités d'ordre social, notamment dans les milieux où elles n'ont guère de moyens respectables d'accéder à des fonctions politiques de premier plan, les femmes autonomes étant systématiquement en butte au harcèlement sexuel. En Inde, le *Rashta Sevika Sangh*, branche féminine de l'association culturelle militante hindoue *Rashtriya Swayam Sevak Sangh*, donne même aux jeunes femmes la possibilité de différer leur mariage quand elles servent la cause du nationalisme hindou par une activité physique, un travail social ou en suivant un entraînement au maniement du fusil ou du bâton (*lathis*). Au Bangladesh et au Pakistan, le *Jamaat-e-Islami* remet à ses recrues féminines une *burqa* distinctive qui permet aux militants du parti de les identifier comme étant des leurs et de les protéger en cas d'agression, ce qui facilite leurs déplacements.

En outre, les mouvements confessionnels ont d'abondantes ressources et peuvent de ce fait assurer des services sociaux que l'État n'est pas en mesure de fournir. Les groupes islamiques dirigent des écoles coraniques (*madrassas*) pour les enfants au Bangladesh, au Pakistan et dans d'autres pays musulmans. L'Eglise catholique distribue des repas et a ses propres écoles et dispensaires dans les quartiers défavorisés des pays d'Amérique latine. Dans les sociétés où les services publics sont peu développés, les œuvres de bienfaisance sont parfois le seul moyen de venir en aide aux femmes qui ne bénéficient plus de la protection de leur famille ou de leur communauté. Au Bangladesh, lorsque les épouses sont abandonnées par leur mari, qu'elles n'ont ni biens ni moyens de subsistance, les associations de femmes rurales du *Jamaat* sont souvent leur seul recours pour trouver un abri et obtenir une aide financière. Il arrive aussi que des mouvements

religieux aient leurs propres groupes d'autodéfense pour suppléer à la défaillance des services de sécurité de l'État.

L'élément clé dans l'attraction exercée par les mouvements religieux contemporains est leur attitude critique vis-à-vis de l'État, de la société et de l'invasion culturelle provoquée par la mondialisation, et aussi le fait qu'ils plaident pour que des droits concrets soient reconnus aux femmes. Dans toute l'Amérique latine, l'Eglise catholique a réévalué ses alliances en choisissant de lutter aux côtés des pauvres contre les élites traditionnelles. Au Brésil, au Chili et en El Salvador, elle s'est opposée aux régimes militaires en s'élevant contre les violations des droits de l'homme, ce qui, au Brésil, a amené les féministes à s'allier directement avec elle sur certaines questions. Les mouvements islamistes, hindous et chrétiens critiquent ouvertement la corruption officielle et l'invasion d'une culture occidentale décadente, affirmant ainsi leur supériorité morale. Dans les cultures authentiques qu'ils proposent, hommes et femmes assument des rôles complémentaires au sein de la société, ce qui a de quoi séduire dans un contexte où le changement économique a érodé la capacité de gain des hommes et où les femmes épuisent leur temps et leur énergie en faisant le grand écart entre un emploi mal rémunéré et les tâches ménagères.

En même temps qu'ils se livrent à une critique séduisante des régimes politiques et de l'économie néolibérale, les mouvements religieux semblent capables de défendre des points de vue conservateurs sur les relations hommes-femmes tout en assignant des rôles de premier plan à des leaders de sexe féminin. Certains sont même favorables à l'octroi d'une certaine autonomie et de certains droits aux femmes. L'une des caractéristiques les plus frappantes du nationalisme hindou est le fait que les orateurs les plus appréciés du mouvement sont des femmes, parfois célibataires, qui ne se conforment pas aux préceptes conservateurs régissant le comportement féminin. Deux d'entre elles, Uma Bharati et Sadhvi Rithambara, ont été pour beaucoup dans la destruction de la mosquée d'Ayodhya par la foule en décembre 1992. Les enregistrements de leurs harangues anti-musulmanes étaient si virulentes qu'elles ont été interdites par le gouvernement. Les femmes comme celles-ci, chose exceptionnelle, assument un rôle de leader, vivent et travaillent dans une grande indépendance; pourtant, elles prêchent

l'asservissement de leurs consœurs aux tâches domestiques et leur soumission à leur époux.<sup>22</sup> Les intérêts du programme religieux ou nationaliste transcendent les conventions au point d'amener les femmes à abandonner leur réserve, à s'engager dans le militantisme et même à accomplir des missions suicide.

## Positions socialement progressistes

De nombreux groupes religieux sont résolument opposés à la violence envers les femmes et à la polygamie; ils sont parfois favorables à ce que celles-ci aient le droit d'hériter ou s'élèvent contre leur exploitation dans la prostitution. Parce que la position sociale et le comportement moral des femmes importent davantage aux mouvements confessionnels qu'aux partis laïcs, certains de ces mouvements s'efforcent d'associer les femmes à leurs activités et répondre à leurs besoins. Dans les quartiers prolétaires du Brésil les groupes pentecôtistes se sont notamment focalisés sur l'aide aux femmes victimes de la violence domestique.<sup>23</sup> Au Bangladesh, où la mobilisation des femmes des zones urbaines et rurales autour des questions de subsistance et des droits des femmes est importante, le *Jamaat-e-Islami* voit indubitablement dans le soutien qu'il apporte aux femmes un bon moyen d'améliorer ses chances électorales et sa légitimité sociale. Son programme électoral de 1996 promettait d'accroître les possibilités d'emploi (séparé) pour les femmes, de mettre un terme à la pratique de la dot, de donner un coup d'arrêt à la violence contre les femmes et de soutenir leurs droits en matière d'héritage, utilisant les préceptes islamiques relatifs à l'égalité des êtres humains pour construire une image socialement progressiste.

Dans certains pays, des femmes ont tenté de prendre à leur compte ce programme confessionnel en essayant de définir une position islamiste féministe et en contestant le monopole des religieux sur l'interprétation de la *Sharia*. Ces efforts traduisent également la volonté d'établir une plus grande cohérence dans l'interprétation des droits des femmes; dans bien des pays théoriquement laïcs (Égypte, Algérie et Jordanie), le droit religieux est utilisé de manière désordonnée et incohérente pour

invalider les droits des femmes, consacrés dans la constitution. De même en Iran, où un État théocratique autoritaire donne une interprétation dogmatique de l'islam pour restreindre les droits des femmes, les féministes n'ont souvent d'autre choix que d'œuvrer dans le cadre de la *Sharia*, en en proposant une autre lecture pour justifier un élargissement des droits des femmes.<sup>24</sup>

Le travail des théologiennes islamistes féministes a montré que la *Sharia* peut répondre à bien des préoccupations des femmes en ce qui concerne le mariage, le divorce et l'héritage. L'islam féministe a eu un impact culturel important puisqu'il a permis aux femmes de mieux connaître les droits que leur confère la *Sharia*. Cela dit, une telle avancée n'aurait pas été possible si la République islamique d'Iran n'avait pas été un modèle d'État théocratique contemporain auquel les islamistes puissent aspirer. Le féminisme islamiste contemporain est également une réaction contre la présentation culturelle stéréotypée de l'islam.<sup>25</sup> Ainsi, la faisabilité d'un État dominé par la religion islamique et la tendance actuelle à vilipender la foi musulmane et ses adeptes ont fait de l'islam féministe une option crédible pour les militantes des sociétés musulmanes.

Les féministes laïques s'engagent de plus en plus aux côtés de femmes de groupes confessionnels, conscientes qu'elles ont intérêt à pratiquer l'ouverture politique et sachant que cela ne les empêche pas de lutter contre l'inégalité entre les sexes. En Malaisie, par exemple, des musulmanes membres d'institutions islamiques de protection sociale se sont associées au Programme des femmes pour le changement (WAC), organisation qui s'est constituée après l'échec des poursuites engagées en 1998 par le Premier ministre Mahatir Mohamad contre son vice-Premier ministre Anwar Ibrahim. Le WAC, qui se compose de 80 organisations non gouvernementales, est essentiellement un groupe de pression qui réclame une réforme démocratique dans un État néolibéral autoritaire. Les féministes malaises réprouvent farouchement les pratiques répressives de l'État mais ont peu de latitude pour exercer un militantisme politique. Les partis islamiques offrent une alternative au modernisme répressif de l'État. Aussi bien le gouvernement que l'opposition islamique voient l'intérêt qu'ils auraient à mettre les femmes de leur côté et font de la surenchère pour obtenir leur allégeance. En 2001, le gouvernement a créé un ministère de la Condition féminine, a

recruté autant de militantes du WAC qu'il l'a pu et depuis, tourne l'opposition islamique en dérision en disant qu'elle évite tout débat sur l'égalité hommes-femmes. Durant la période électorale de 2004, l'opposition islamique a riposté sur le terrain féministe en annonçant qu'elle présenterait une candidate dans chaque État.

## MOBILISATION TRANSNATIONALE DES FEMMES

Au siècle dernier, la mobilisation transnationale des femmes a contribué à poser les fondements d'une société civile mondiale. Elle s'est notamment exprimée dans l'opposition à la guerre, l'élaboration d'un traité international sur les droits des femmes et la politisation de la question de la violence à l'égard des femmes.<sup>26</sup> Le militantisme transnational des femmes et des féministes a connu un essor sans précédent au cours de ces dix dernières années. Les nombreux sommets et conférences organisés par les Nations Unies dans les années 1990 et les cycles de négociations internationales sur le commerce, l'environnement, les crimes contre l'humanité et plusieurs autres questions importantes pour les femmes ont poussé les mouvements féminins à rechercher des alliances et leur a permis d'affiner leurs stratégies de collaboration avec les institutions mondiales. L'Internet a permis aux femmes de résoudre leurs problèmes de mobilité et d'expression. La capacité de communication et la force institutionnelle récemment acquises par la société civile mondiale multiplient les effets des campagnes, qui ont de ce fait sur la politique nationale et internationale un retentissement que les mouvements féminins nationaux peuvent rarement obtenir à eux seuls.

Bien entendu, il n'y a pas un seul et unique mouvement féminin international pas plus qu'il n'existe un féminisme mondial. Des disparités profondes et de toute nature séparent les associations féminines de différents pays et régions. Néanmoins, le jeu des alliances a eu un très fort impact sur l'activité normative et les grandes orientations de la communauté internationale dans des domaines tels que les droits en matière de procréation,<sup>27</sup>

la violence contre les femmes et le droit pénal international. Les femmes qui militent pour la justice économique ont été étroitement associées au vaste Mouvement mondial pour la justice sociale et la solidarité, qui lutte contre les répercussions négatives du libre échange et de la mondialisation sur les populations des pays en développement et qui, depuis 2001, a pour base les forums sociaux mondiaux annuels.<sup>28</sup> Ce sont des groupes de femmes pour la paix qui ont été les principaux artisans de la plus grande journée de protestation de l'histoire, le 15 février 2003, au cours de laquelle 11 millions de personnes ont manifesté contre la guerre dans 800 villes. Le Caucus des femmes pour la justice de genre a apporté une contribution importante à la rédaction et à l'adoption du statut de la Cour pénale internationale (CPI) en 2000 à Rome et a œuvré en mars 2003 à la nomination de sept femmes juges sur les 18 que compte la Cour.

Certains facteurs limitent l'efficacité de la mobilisation transnationale des femmes. Des problèmes similaires se posent à tous les groupes de pression de la société civile internationale qui essaient d'influencer ceux qui élaborent et mettent en œuvre les politiques nationales et infranationales, en exigeant qu'ils adhèrent aux normes et aux traités internationaux. Certaines campagnes transnationales des femmes ont visé les institutions des Nations Unies et les institutions financières internationales (IFI), appuyant les revendications de ceux qui souhaitent que ces institutions soient davantage à l'écoute des préoccupations exprimées par la société civile par l'intermédiaire d'ONG représentatives. Les femmes ont également utilisé leurs conférences et leurs réunions pour organiser des activités conjointes et élaborer des positions communes à plusieurs pays. Cependant, les résolutions et traités internationaux ne sont pas nécessairement appliqués à l'échelon national, en particulier dans les États profondément conservateurs et opposés à un programme féministe. Les résolutions adoptées lors de conférences internationales ne sont pas contraignantes et abordent rarement les problèmes structurels profonds de la société. Pour que des changements puissent s'opérer au niveau national, les femmes doivent prendre des initiatives, au sein et à l'extérieur des gouvernements, afin d'amener les États à honorer leurs engagements internationaux.<sup>29</sup>

Un autre problème tient à l'ambiguïté d'une action menée à la fois au niveau national et au niveau international. À travers leur engagement auprès d'institutions mondiales, les femmes et les féministes cherchent généralement à amener les États à mieux assumer leurs responsabilités vis-à-vis des citoyennes. Récemment, par exemple, certaines actions "anti-mondialisation" visaient à renforcer l'indépendance des États vis-à-vis d'organismes tels que l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le réseau des femmes devrait-il demander plus tard à ces mêmes organismes internationaux, qu'il accuse aujourd'hui d'être responsables de l'aggravation de l'injustice sociale dans les pays à faible revenu, de défendre son programme et de l'aider à le mettre en œuvre? Si les femmes se joignent à ceux qui remettent en cause l'importance de ces institutions, elles risquent d'avoir encore moins d'espoir d'orienter la politique nationale dans le sens de l'égalité des chances ou d'asseoir les mouvements féminins nationaux sur un plus large soutien dans les États anti-féministes. Récemment, l'unilatéralisme des États-Unis a conduit des groupes féminins internationaux à œuvrer pour le renforcement des institutions multilatérales, sans lesquelles leurs propres efforts n'auraient pas porté leurs fruits.

L'activisme transnational des femmes est lui-même traversé de tensions en raison de la diversité des tendances tant au sein des mouvements qu'entre eux, dans les différentes parties du monde. La définition des problèmes, leur rang de priorité, les objectifs et les cibles, ainsi que les stratégies pour les atteindre peuvent être tous perçus de manière différente. Certaines divisions correspondent à des clivages classiques comme l'opposition Nord-Sud; d'autres sont fondées sur des dogmes idéologiques ou religieux et ne correspondent à aucune répartition géographique particulière; d'autres encore sont propres à telle ou telle culture. Les alliances que forment les mouvements féminins transnationaux impliquent inévitablement un manque de convergence entre les programmes des différents groupes. Par exemple, dans la campagne internationale pour l'annulation de la dette (Jubilé 2000), l'Eglise catholique a été une alliée utile, même si sa hiérarchie actuelle s'oppose avec véhémence au principe d'équité entre les sexes.<sup>30</sup> L'adhésion aux régimes de droits et autres normes internationales et obligations contractées

par voie de traité ne parvient pas toujours, loin s'en faut, à rapprocher tous les points de vue.

## Les droits de l'homme en tant que cadre fédérateur

La notion de droits de l'homme se fonde sur une conception commune de l'humanité et de l'égalité entre les êtres humains, des règles universelles de justice et d'équité, une conception libérale de l'individu et de la collectivité, ainsi que sur le respect des principes de la démocratie. Bien que leur application à toutes les cultures soit sujette à controverse, les droits de l'homme constituent un cadre de référence qui a permis à divers mouvements féminins de travailler ensemble pendant les 15 dernières années. En outre, grâce à la formulation explicite des droits fondamentaux de la femme, l'égalité des sexes et les droits des femmes occupent désormais une place centrale dans d'autres domaines d'action de la communauté internationale tels que le développement social, le droit humanitaire, la protection des populations et la protection de l'environnement.

Le principal instrument international des droits de la femme est la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), adoptée en 1979. La mobilisation accrue des mouvements féminins a eu pour effet d'accélérer le processus de ratification au cours des années 1990, et de nombreux pays qui avaient formulé des réserves les ont retirées.<sup>31</sup> La légitimité des organisations féminines en tant que garantes du respect de cette convention a été reconnue dans le Protocole facultatif de 1999, qui donne pleins pouvoirs au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (composé de 23 experts indépendants chargés de vérifier l'application de la convention à l'échelon national) pour examiner les plaintes déposées directement par des femmes ou des groupes de femmes. Soixante-quinze États ont signé le Protocole facultatif, mais nombreux sont ceux qui doivent encore le ratifier; il est trop tôt pour dire si le Comité parviendra à faire en sorte que la Convention soit mieux respectée par les États. En vertu de ce protocole, les femmes peuvent demander directement réparation au comité lorsqu'elles ont

épuisé tous les recours internes, "à moins que la procédure de recours n'excède des délais raisonnables ou qu'il soit improbable que le requérant obtienne réparation par ce moyen". Ce protocole est une manière de reconnaître que les systèmes de dépôt de plaintes des États peuvent être imprégnés des préjugés sexistes qui entravent généralement la dénonciation des atteintes aux droits des femmes et qu'il faut un mécanisme permettant à celles-ci de les contourner.<sup>32</sup>

## La Cour pénale internationale

La mobilisation autour de la CEDAW et de ses mécanismes d'application a entraîné la création d'un organe chargé de défendre les droits des femmes dans le cadre de l'établissement de la CPI. Le Caucus des femmes pour une justice basée sur le genre, qui a été institué en 1997 au sein de la Coalition non gouvernementale pour la CPI, formée en 1995, a hérité de la force et de l'expérience acquises lors d'activités internationales antérieures. Le Caucus a fait pression pour que des femmes et des experts de l'égalité hommes-femmes soient nommés dans tous les organes de la Cour, et pour que celle-ci puisse fonctionner indépendamment des structures de pouvoir traditionnelles.<sup>33</sup> Le groupe a également exigé que les victimes de crimes soient mieux défendues, d'où l'article 15 du statut de la CPI. Cet article donne au procureur de la CPI le pouvoir d'ouvrir une enquête sur la base d'allégations de crime présentées non seulement par le Conseil de sécurité ou un État, mais aussi sur la base de renseignements fournis par des victimes, des organisations non gouvernementales et "toute autre source digne de foi".<sup>34</sup>

Le Caucus des femmes a également exigé que la violence sexuelle fasse partie des crimes contre l'humanité (et des crimes de guerre). Ainsi, tous les États qui reconnaissent la juridiction de la CPI sont tenus de coopérer avec la Cour pour les enquêtes et les poursuites judiciaires en rapport avec ces crimes, peu importe où et par qui ils ont été commis: la souveraineté ne saurait être invoquée pour couvrir des atrocités commises sur le territoire national. Les acteurs publics responsables de violences sexuelles devront désormais répondre de leurs actes devant

la société mondiale, et non plus seulement devant les citoyens de leur propre pays. En insistant sur la position centrale que les femmes occupent au sein de la société civile mondiale et en veillant à ce que la violence sexuelle soit considérée comme un délit grave, ce caucus a créé un instrument qui oblige les États à mieux rendre compte aux femmes des mesures qu'ils prennent pour prévenir et punir la violation de leurs droits.

### **Le commerce du sexe : des positions tranchées**

Un sujet qui relève des droits de l'homme mais à propos duquel les clivages idéologiques n'ont pas pu être surmontés est celui de la traite des femmes et des filles pour le commerce du sexe. En décembre 2000, plus de 80 pays ont signé le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, parrainé par le Centre des Nations Unies pour la prévention internationale du crime, à Palerme (Italie). Les définitions de la traite et du commerce du sexe et les désaccords sur la nature et l'ampleur du problème ont donné lieu à un intense débat opposant les grandes organisations féminines rattachées à deux groupes de pression transnationaux : le Réseau international des droits de l'homme et le Caucus des droits de l'homme. L'un et l'autre revendiquaient le label féministe et le label "droits de l'homme" comme tactique de légitimation, et les deux ont mis en avant les réseaux qu'ils ont établis dans les pays en développement, notamment en Asie du Sud et du Sud-Est.

Le Réseau international des droits de l'homme s'articule autour d'une ONG internationale qui a une position "abolitionniste" sur le commerce du sexe : la Coalition contre la traite des femmes. Cette organisation, qui considère la prostitution comme une forme de violence sexuelle à laquelle les femmes ne consentiraient pas si elles avaient une véritable alternative et étaient libres de choisir, voit dans le commerce du sexe une atteinte aux droits de l'homme. Selon ce point de vue, quiconque aide des femmes à migrer aux fins du commerce du sexe est un trafiquant.<sup>35</sup> Le camp opposé comprenait l'Alliance mondiale contre la traite des femmes (*Global Alliance Against*

*Trafficking in Women*) et le Conseil asiatique pour les droits des femmes ainsi que d'autres organisations de défense des droits des travailleurs du sexe et des droits de l'homme. Sa position était essentiellement celle du mouvement mondial pour la défense des droits des travailleurs du sexe, à savoir que le commerce du sexe est un travail, une forme d'emploi choisie par les femmes et une expression de la sexualité féminine. Dans cette optique, la notion de traite s'applique aux femmes que l'on force à migrer aux fins du commerce du sexe ou que l'on oblige à se livrer à ce commerce ; dans les mesures qu'ils prennent pour résoudre ce problème, les pouvoirs publics doivent tenir compte de la volonté des femmes en déterminant si celles-ci ont consenti à se prostituer et à migrer.

Le débat a porté sur les notions de libre choix des femmes, de sexualité et de consentement ainsi que sur l'effet coercitif des mesures prises par l'État pour "protéger" les femmes. Une représentante du camp des défenseurs des travailleurs du sexe a fait observer que dans le passé les mesures de lutte contre la traite ont été dirigées contre les travailleurs du sexe eux-mêmes et non contre les "trafiquants".<sup>36</sup> Ce camp a fait valoir que la "contrainte" et la "duperie" étaient des conditions nécessaires pour qu'il y ait traite et que ces deux éléments devaient apparaître dans la définition. Il a ajouté que "traite" et "prostitution" ne devaient pas être associées dans le protocole car les hommes, les femmes et les enfants qui sont victimes de la traite sont destinés à toutes sortes de travaux, notamment dans des ateliers clandestins et dans l'agriculture. Finalement, le Protocole sur la traite des personnes n'établit pas de distinction entre migration forcée et migration librement choisie, et la victime n'a pas à démontrer qu'elle a été contrainte ; la violation des droits de l'homme est présumée.<sup>37</sup> Les travailleurs du sexe voient là un élément de nature à alimenter la hantise de notre époque concernant l'immigration et les demandes d'asile, et aussi l'indépendance des femmes dans les sociétés où la femme est censée être soumise à la famille (voir également le chapitre 7).

## Autres objections aux “droits de l’homme”

Des problèmes similaires associés à l’action et à la sexualité des femmes ont divisé les organisations et mouvements féminins à propos de l’homosexualité et des injustices commises envers les personnes qui se définissent comme étant lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles, transsexuelles ou intersexuées.<sup>38</sup> Des mouvements de populations autochtones ont contesté le fondement individualiste de la conception occidentale et libérale des droits de l’homme en lui opposant l’idée de droits ancrés dans une identité collective et un mode d’existence lié à la culture.

L’autre objection qui est faite à l’approche “droits de l’homme” du féminisme transnational est qu’elle est empreinte d’un juridisme excessif, axé sur les législations nationales et les traités internationaux ainsi que sur leur application. Les détracteurs de cette approche considèrent que l’accent mis sur la légalité est injustifié<sup>39</sup> et qu’il impose, en matière de droits économiques et sociaux, des normes tellement exigeantes qu’elles sont inapplicables dans de nombreux contextes. Une telle approche présuppose un État qui fonctionne et assume ses responsabilités, dans lequel des citoyens ou des associations puissent avoir recours à la justice. Dans les pays où l’appareil judiciaire ne dispose pas de moyens suffisants ou est corrompu, l’État ne parvient même pas à faire appliquer sa propre législation ni à punir les individus qui enfreignent les droits, sans parler de tenir ses engagements au regard du droit international. Ayant compris cela, les mouvements féminins nationaux ont multiplié les efforts pour améliorer la capacité de l’État à réformer sa législation dans l’optique des droits des femmes et à la faire respecter. Puis, ayant revu leurs ambitions à la hausse et élargi leurs horizons, ils ont élaboré une critique féministe des réformes actuellement mises en œuvre au nom de la “bonne gouvernance”.

## La justice économique: un nouveau front pour les féministes

Les mouvements féminins transnationaux ont forgé leur propre riposte aux politiques macroéconomiques néolibérales des années 1980 et 1990, en particulier dans le contexte de la libéralisation des échanges. Une critique féministe cohérente des politiques soumises aux lois du marché et des mesures d’austérité économique a été exprimée au Sommet social des Nations Unies de Copenhague, en 1994. À cette occasion, l’Alliance mondiale des femmes pour un autre développement (*Women’s Global Alliance for Development Alternatives*) a regroupé des réseaux régionaux d’associations féminines dans un caucus de femmes qui a proposé des amendements radicaux à la Déclaration et à la Plate-forme d’action du Sommet. Ces amendements soulignaient la nécessité de réglementer les marchés pour réduire les inégalités, prévenir l’instabilité et créer des emplois; ils préconisaient la taxation des transactions financières spéculatives et autres opérations internationales motivées par la recherche du profit qui sont politiquement déstabilisantes et nuisibles à l’environnement; ils exigeaient que les mécanismes économiques multilatéraux tels que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l’OMC répondent de leur action devant le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) et devant les organismes chargés de surveiller l’application des traités relatifs aux droits de l’homme.<sup>40</sup> Par la suite, la critique féministe a démontré que le libre-échange ne contribuait pas à la réduction de la pauvreté.

Le militantisme international des femmes dans le domaine du commerce et de l’investissement se développe rapidement. Certains groupes centrent leurs efforts sur la création de nouveaux mécanismes qui permettraient de négocier avec les entreprises internationales des normes relatives à l’environnement et au travail et d’en surveiller l’application. L’action la plus visible est celle du mouvement antimondialisation, au sein duquel des groupes de femmes s’attaquent au mandat et à la gestion de l’OMC et examinent les accords commerciaux régionaux. Dans l’hémisphère Sud, le Réseau international genre et commerce (*International Gender and Trade Network*) s’intéresse

de près à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), à l'OMC et à la zone de libre-échange des Amériques ainsi qu'à l'Accord de Cotonou/ACP-UE. En Europe, le Groupe de travail informel sur le genre et le commerce (*Informal Working Group on Gender and Trade*), qui est en train de devenir un Caucus de femmes permanent à l'OMC, utilise son mécanisme d'examen des politiques commerciales pour mettre au point une méthode d'évaluation de l'impact des politiques commerciales sur les hommes et les femmes. La Coalition internationale des femmes pour la justice économique tente d'influer sur l'élaboration des politiques macroéconomiques par l'intermédiaire de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies.

Ce qui inquiète plus particulièrement ces militantes c'est le fait que la croissance par les exportations repose généralement sur le principe d'une main-d'œuvre féminine bon marché et que la concurrence féroce induite par le libre-échange risque de provoquer un "nivellement par le bas" des normes du travail (voir le chapitre 3). Pour s'opposer à cela et aux exemptions inéquitables que les pays riches ont l'art de négocier par le biais de l'OMC, elles ont, entre autres, adopté une tactique consistant à obliger l'OMC à concourir à un développement durable en invoquant les dispositions en vigueur relatives "au traitement spécial et différencié" pour faire reculer la pauvreté et promouvoir l'équité entre les sexes dans les pays pauvres.

Comme dans le vaste mouvement antimondialisation, il arrive que plusieurs courants s'opposent au sein des mouvements féminins qui œuvrent en faveur de la justice économique. Par exemple, la main-d'œuvre féminine bon marché du Sud soustrait des emplois aux femmes du Nord, d'où l'existence d'un conflit entre les intérêts économiques des femmes du Sud et du Nord, qui se répercute dans les mouvements militants internationaux. Les campagnes sur les normes environnementales et les conditions de travail peuvent avoir pour effet de mettre des femmes du Sud au chômage ou de les pousser vers des entreprises ou des emplois informels échappant à toute réglementation. A la crainte des dommages écologiques que peut causer un développement effréné du commerce international correspond celle des pays pauvres de voir les mesures de protection de l'environnement les empêcher d'exporter leurs produits de base et de développer leur industrie comme l'ont fait les pays riches. Il est difficile, devant un tel conflit d'intérêts, de former une coalition. Les groupes féminins transnationaux qui militent pour la justice économique n'ont pas encore résolu la question: leurs membres devraient-ils partager la même analyse et avoir un programme commun ou devraient-ils simplement constituer des réseaux de solidarité avec les membres du Sud?

## Notes

- 1 Weldon 2002: 97.
- 2 Randall 1987.
- 3 Molyneux 2001: 3.
- 4 Beckwith 2004: 4.
- 5 Beckwith 2001: 372; Weldon 2004: 3.
- 6 Baldez 2002: 14.
- 7 Molyneux 2001: 145.
- 8 Molyneux 2001: 146.
- 9 Molyneux 2001 : 146-152.
- 10 Huntington 1991.
- 11 Goven 1993, cité dans Fodor 2004a.
- 12 Einhorn 1993.
- 13 Adamik 1993; Einhorn 1993.
- 14 Fodor 2004, p.14, à propos de Graf 2003.
- 15 Brand 1998; Salame 1994; Lazreg 2004: 6.
- 16 Lazreg 2004.
- 17 Dobrowsky et Hart 2003.
- 18 Tripp 2000: 195.
- 19 Mikell 2003: 14.
- 20 Jaffrelot 1996.
- 21 Menon 2000; Basu 2004.
- 22 Basu 1995.
- 23 Bouvier 2004: 19.
- 24 Paidar 2002.
- 25 Lazreg 2004: 27.
- 26 Rupp 1997; Boulding 1993.
- 27 Petchesky 2003.
- 28 Said et Desai 2003.
- 29 Silliman 1999: 152, cité dans Petchesky 2000: 28.
- 30 Sen 2004: 4.
- 31 Ackerly et D'Costa 2004: 3.
- 32 CEDAW 1999: article 4.
- 33 Spees 2003: 1.
- 34 Prakash 2002: 4115.
- 35 Doezenia 2004: chapitre 1.
- 36 Doezenia 2004.
- 37 Sen 2003, p. 140.
- 38 Ackerly et D'Costa 2004: 15-18.
- 39 Sen 2003: 145.
- 40 Petchesky 2000: 28.